



Me Felix Agbor Khongho, Me Claude Assira et Me Yolande Ngo Minyogog se donnent désormais pour mission de défendre les leaders séparatistes anglophones détenus au Secrétariat d'Etat à la défense (SED)

Ces hommes de la loi réunis autour du bâtonniers Bernard Muna avaient été aperçus dans la journée du lundi 29 janvier dans les locaux du secrétariat d'Etat à la défense.

« Nous sommes allés au Sed mais nous n'avons pas pu rencontrer Ayuk Tabe et ses camarades. Lorsque nous sommes arrivés au Sed, les responsables n'étaient pas surpris de nous voir. Le colonel qui nous a reçus, nous a dit qu'il ne pouvait pas nous confirmer si Ayuk Tabe et ses camarades étaient là », confie au téléphone Me Claude Assira au quotidien le Jour.

Contacté une seconde fois par le journal toujours le lundi 29 janvier après la confirmation de la présence des leaders sécessionnistes entre les mains des forces de défense camerounaises, Me Claude Assira affirme que :

« Maintenant que le gouvernement vient de confirmer qu'ils sont au Cameroun, nous allons aller aujourd'hui chez le commissaire du gouvernement pour qu'il nous autorise à rencontrer toutes les personnes interpellées. Lorsque nous allons entrer en contact avec ces personnes, nous verrons par la suite ce qu'il faudra faire ».

Les leaders séparatistes avaient été interpellés à Abuja au Nigéria le 05 janvier 2017, c'est finalement ce lundi 29 janvier que le gouvernement camerounais a donné une communication officielle en indiquant par la voix de son ministre porte-parole Issa Tchiroma au cours d'un point de presse que 47 "terroristes" dont Ayuk Tabe ont été mis à la disposition de la Justice camerounaise pour répondre de leurs crimes.



Une photo du collectif d'avocats prise au domicile de l'ancien bâtonnier Bernard Muna.